

4 questions à...

Patrick Artus

“ Il n’y a pas de modèle social français ”

Invité de Bordeaux Ecole de management, Patrick Artus, économiste, directeur des études à CDC Ixis (filiale de la Caisse des dépôts), a cosigné avec Marie-Paule Virard, rédactrice en chef du magazine “Enjeux – Les Echos”, un ouvrage intitulé “Comment nous avons ruiné nos enfants” (1)



Vous faites remonter les maux actuels de la France à une trentaine d'années. Pourquoi ?

Les problèmes remontent au premier choc pétrolier de 1973 et à ceux qui l'ont suivi. La montée des dragons asiatiques (Corée du Sud, Taïwan, Japon), la chute du mur de Berlin, le vieillissement démographique sont autant de bouleversements profonds auxquels la France n'a jamais consacré d'analyse stratégique afin de s'adapter. La seule réponse des divers gouvernements a été d'augmenter la dépense publique, autrement dit de prendre de l'aspirine au lieu d'attaquer un traitement de fond. Aujourd'hui, c'est fini, il n'y a plus d'aspirine et l'endettement va peser sur nos enfants.

Quelle est la caractéristique de cette crise ?

Nous sommes en face d'une crise institutionnelle dont l'un des ressorts est l'absence de capacité d'expertise pour évaluer l'efficacité des institutions. L'ENA (Ecole nationale d'administration) avait sa raison d'être à la Libération, pour reconstituer une élite. C'est un instrument adapté pour les pays émergents mais pas pour les pays développés comme le nôtre, qui disposent d'universitaires internationalement reconnus. Mettre des fonctionnaires formés au droit à la tête d'insti-

tutions financières, c'est typiquement français.

Vous évoquez le sacrifice des générations futures pour conserver un modèle social français...

Il n'y a pas de modèle social français. Nous cumulons les aspects négatifs du modèle anglo-saxon, avec le creusement des inégalités, et du modèle social-démocrate, avec un taux de prélèvement élevé mais sans aucune efficacité. Tout ça parce que nous n'avons pas d'instruments pour évaluer l'efficacité des politiques publiques ni la productivité de l'administration. Avec une pression fiscale équivalente, les Suédois font décoller leur industrie, leur recherche et leurs universités, tandis que nous devenons un nain technologique. 80 % des parlementaires sont résignés à la destruction de notre tissu industriel car ils s'imaginent que les services vont le remplacer. C'est faux !

Quels pourraient être les remèdes ?

Les élus doivent d'abord prendre conscience de la gravité de la situation. Tous les pays européens qui s'en sortent aujourd'hui ont été comme nous au bord du gouffre il y a quelques années. Nous devons développer une vision stratégique à long terme, étayée par un consensus national. Les réformes socio-économiques doivent être sérieusement préparées, avec des experts compétents, en concertation avec les partenaires sociaux. La réforme des retraites de François Fillon est un des rares exemples de changement bien ficelé.

Interview : Jean-Philippe Dejean

(1) Edition La Découverte, 164 pages, 12,50 €.

● Mobease vendu à Webwag

Près d'un an après avoir été créée par Florent Pitoun, Thomas Landspurg et Sébastien Mathivet, la société Mobease, à Floirac (33), qui propose aux utilisateurs de téléphone portable de petites applications gratuites à télécharger sur Internet, les widgets, a été achetée par Webwag. Fondé il y a peu de temps à Paris par Franck Poisson, ex-directeur général France de Google, éditeur du célèbre moteur de recherche, Webwag développe de nouveaux services sur les portables en tirant parti de l'arrivée d'Internet et de la télévision sur ces téléphones. Avec les widgets de Mobease, les utilisateurs de portable peuvent par exemple télécharger des bulletins météo, des cours de Bourse ou encore des informations routières.

Mobease a également créé un petit moteur de recherche en téléchargement gratuit, baptisé Mobifindit !, qui permet de retrouver rapidement n'importe quelle photo, adresse ou morceau de musique enregistré sur son portable. Le savoir-faire des fondateurs de Mobease, transfuges de la société d'édition de jeux sur téléphone portable girondine In-Fusio, va ainsi compléter l'offre de Webwag. Après cette opération, Florent Pitoun est devenu le nouveau directeur général de Webwag, et Thomas Landspurg, son directeur technique.

● Cheops Technology ira à Canéjan

La société de services et d'ingénierie en informatique (SSII) Cheops Technology, à Mérignac (33), dirigée par Nicolas Leroy-Fleuriot, va investir plus de 3 M€ dans l'acquisition d'un terrain de 7.500 m² à Canéjan (33) et la construction d'un bâtiment de 1.500 m² où Cheops Technology va tout d'abord installer son centre d'infogérance puis, d'ici à mars 2008, son siège social. Un coup de théâtre puisqu'au départ la SSII devait rester à Mérignac. Cheops Technology, dont le chiffre d'affaires a progressé de 74 % en 2006 pour atteindre 23,5 M€, est entré en Bourse avec succès. Introduit à 8,70 €, le titre a bondi de 30 % en quinze jours pour atteindre 11,40 €.

Nicolas Leroy-Fleuriot a finalement préféré introduire Cheops Technology sur le marché libre plutôt que sur Alternext, procédure qui aurait obligé l'entreprise à réaliser une augmentation de capital de 5 M€. Le transfert sur Alternext devrait se faire d'ici à fin 2007 avec une augmentation de capital qui dépendra des besoins de financement de la politique de croissance externe prévue par Nicolas Leroy-Fleuriot. Cette levée de fonds pourrait s'avérer ainsi très supérieure à 5 M€. En plus de Rhône-Alpes, le PDG de Cheops Technology étudie désormais la possibilité d'acheter une entreprise en Europe de l'Est.

● Le Crédit coopératif récompense

A l'issue de ses assises annuelles tenues au château de Vayres (33), le Crédit coopératif a récompensé plusieurs associations. Auparavant, Bernard Garrigou, président du Comité région, Bruno Willems, directeur régional, et Yves Corolleur, délégué général en Aquitaine, ont présenté les résultats de la banque coopérative (lire Objectif n° 143).

Ensuite, un débat, auquel Objectif Aquitaine était associé, a permis à un large public de mieux connaître les pôles de compétitivité de la région. Puis le Crédit coopératif a donc récompensé des associations pour leurs actions dans la région : Graine Aquitaine, le Garage Moderne à Bordeaux, Lurrama-la ferme Pays Basque et le Centre d'accueil et d'accompagnement personnalisé en Béarn.

● Les entreprises ont leur e-opérateur

Keyyo, division de l'opérateur Phone System & Network née en mars 2007, lance son offre de téléphonie sur Internet (ToIP) pour les entreprises. L'e-opérateur veut répondre aux besoins spécifiques des entreprises en termes de flexibilité, de fiabilité et de coûts, notamment pour les TPE et les PME qui pourront adopter des services de télécommunication habituellement réservés aux grandes structures.

Keyyo se démarque toutefois de tous les opérateurs qui assaillent le marché puisqu'il permet de connecter directement le téléphone au réseau informatique. Une installation et une gestion simplifiées avec un accès à des services utiles tels que la messagerie vocale par e-mail, la télécopie par e-mail et les conférences téléphoniques.

Site : www.keyyo.fr